

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellules Risques Anthropiques
89 rue Weber – CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 22/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur



ACCIMMO-PIERRE
ZAC MITRA
Chemin de la Courbade
30 18 GARONS

Références : SC/2023-05-362
Code AIOT : 0006606522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement ACCIMMO-PIERRE implanté ZAC MITRA, Chemin de la Courbade sur la commune de Garons. L'inspection a été annoncée le 30/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative de l'établissement ainsi que par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne les dispositions applicables aux entrepôts couverts. L'action nationale « 1510 » a ainsi été déclinée dans l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACCIMMO-PIERRE
- ZAC MITRA, Chemin de la Courbade – 30128 GARONS
- Code AIOT : 0006606522
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ACCIMMO-PIERRE exploite un entrepôt de stockage pour l'approvisionnement des grandes surfaces. Les marchandises en transit dans l'entrepôt concernent des produits de grande consommation, alimentaires et non alimentaires, conditionnés en unités de vente (produits d'épicerie, liquides alimentaires, produits de bricolage, d'hygiène, de droguerie, de parfumerie, d'entretien et

Rapport de l'Inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 09/03/2023 de l'établissement ACCIMMO-PIERRE implanté ZAC MITRA, Chemin de la Courbade sur la commune de Garons, les constats explicités dans la partie « contexte et constats » du rapport amènent l'Inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Poteaux incendie internes
Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – article 7.5.4
Délai : 1 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite préfectorale
- Poteaux incendie externes
Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – article 7.5.4
Délai : 1 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite préfectorale
- Moyens de lutte contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – article 7.5.4
Délai : 1 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite préfectorale
- Confinement des eaux susceptibles d'être polluées
Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – article 7.5.5
Délai : 15 jours à compter de la date de réception de la lettre de suite préfectorale

marchandises générales). Les activités principales de cette plateforme logistique sont donc la réception des produits, la préparation de commande et l'expédition.

Le site d'une superficie de 16,67 hectares comprend les installations et équipements suivants :

- un entrepôt de 56 494 m² comprenant 9 cellules de stockage,
- des quais de chargement/déchargement associés à chacune des cellules,
- un bâtiment de bureaux et de locaux sociaux accolé à l'entrepôt d'une surface de 2 369 m²,
- deux espaces comprenant les bureaux de quais, locaux des chauffeurs, local gardien et locaux de charge d'une surface totale de 992 m²,
- des locaux techniques (local transformateurs, TGBT, chaufferie, onduleurs, sprinkleur,...),
- des aires de stationnement des poids lourds et véhicules légers,
- une voirie de desserte aménagée sur le pourtour de l'entrepôt,
- des bassins de rétention des eaux d'extinction incendie de 3 141 m³ et de 478 m³,
- une réserve d'eau pour la défense incendie de 1 000 m³
- une centrale photovoltaïque installée sur le toit de l'entrepôt (excepté les cellules 2b et 3) et des ombrières au niveau du parking des véhicules légers.

Le fonctionnement des installations est réglementé par l'arrêté préfectoral n°16.004N du 7 janvier 2016 autorisant la création et l'exploitation d'une plateforme logistique de stockage de matériaux et produits combustibles.

Les dispositions relatives aux eaux d'exhaure et aux eaux souterraines ont été mises à jour par l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-052N du 3 mai 2018.

S'agissant de la situation administrative, l'entrepôt de la société ACCOMMO-PIERRE relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, suite à la modification de cette rubrique par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. Les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables à l'établissement. Le classement ICPE du site sera actualisé prochainement par arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre du porter à connaissance transmis en février 2023 et présentant les modifications apportées aux installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- État des stocks
- Conditions de stockage
- Prévention des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'Inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Poteaux incendie internes	Arrêté préfectoral du 07/01/2016 Article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Poteaux incendie externes	Arrêté préfectoral du 07/01/2016 Article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 07/01/2016 Article 7.5.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté préfectoral du 07/01/2016 Article 7.5.5	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
1	État des stocks	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 1.4	/	Sans objet
6	Zones de stockage extérieures	Arrêté préfectoral du 07/01/2016 Article 1.4	/	Sans objet
7	Plan de défense incendie	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Article 23	/	Sans objet
8	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté ministériel du 11/04/2017 Annexe VIII	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite concerne le volet « entrepôts couverts » au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Comme précisé ci-avant, l'entrepôt de la société ACCIMMO-PIERRE relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510. La présente visite n'amène pas d'observations complémentaires sur ce point.

Par ailleurs, l'inspection a constaté que les échéances fixées par l'arrêté ministériel sont respectées pour les points suivants :

- état des matières stockées qui devait être mis en place à partir du 1^{er} janvier 2022. Une extraction de l'état des stocks des produits présents sur le site à la date de l'inspection a été présentée à l'inspection. Cette extraction permet de connaître la quantité totale de produits stockés dans l'entrepôt. Le document permet également de s'assurer du statut de « non seveso » (par dépassement direct ou par cumul) de l'établissement ;
- règles d'implantation : le site dispose actuellement de trois aires de stockage de palettes bois extérieures. Ces aires sont placées à au moins 15 m des parois des cellules les plus proches de ces stockages ;
- matières dangereuses et chimiquement incompatibles : les seules matières dangereuses entreposées dans l'entrepôt sont à ce jour des produits classés dangereux pour l'environnement aquatique (rubriques 4510 et 4511). Selon l'exploitant, ces produits sont essentiellement stockés dans la cellule 2b dédiée initialement aux stockages des liquides inflammables. Cette cellule dispose d'un sol étanche équipé de caniveaux reliés à un bassin de rétention de 478 m³ et a été pourvue de 5 réserves d'émulseur de 120 l au niveau des RIA. L'exploitant a précisé que ces produits classés dangereux pour l'environnement aquatique ne présentent pas d'incompatibilité avec des produits inflammables relevant des rubriques ICPE 1436 et 4331 susceptibles d'être stockés dans la cellule 2b ;
- conditions de stockage : les matières stockées en racks respectent la hauteur maximale de 10 m et celles stockées en masse (uniquement dans la cellule 8) forment des îlots de façon à respecter une surface au sol de 500 m² et une hauteur maximale de 8 m ;
- interdiction de stockage de certains liquides inflammables (échéance au 01/01/2023) : l'entrepôt ne contient actuellement pas de liquides inflammables. Dans le cas où ces produits seraient stockés sur le site, ils ne relèveraient pas de la catégorie 1 (mention de danger H224) et les contenants auraient un volume unitaire maximal de 20 l (< 30 l) ;

- détection incendie : l'ensemble des bâtiments du site (entrepôts, bureaux et locaux techniques) dispose d'une détection automatique d'incendie composée de détecteurs de fumées et/ou de détecteurs de gaz, d'une centrale incendie, d'une alarme sonore (sirènes) et de commandes manuelles d'alarme, vérifiée annuellement ;
- moyens de lutte contre l'incendie : le site dispose d'extincteurs et de RIA répartis à l'intérieur des cellules de stockage et vérifiés tous les ans, de 5 RIA pourvus d'une réserve d'émulseur de 120 l dans la cellule 2b, d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage) contrôlés semestriellement, de 9 poteaux incendie internes dont le débit est vérifié tous les ans ainsi qu'une cuve d'eau incendie de 1 000 m³ ;
- plan de défense incendie (échéance au 31/12/2023) : l'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en dernier lieu en janvier 2020. Le Plan de Défense Incendie (PDI) exigé devra donc être inclus dans le POI d'ici le 31 décembre 2023 comme le prévoit l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- effets thermiques sur les tiers (échéance au 01/01/2023) : l'exploitant dispose des scénarios d'incendie élaborés dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de 2015. Ces études ont été intégrées dans le PDI. Aucun de ces scénarios d'incendie ne met en évidence de flux thermiques de 8 kW/m² en dehors des limites de propriété.

Par ailleurs, cette inspection a permis de constater que 2 poteaux d'incendie internes à l'établissement ne disposaient pas du débit minimal requis : il est demandé à l'exploitant d'établir un plan d'action de mise en conformité des poteaux d'incendie défaillants et de proposer des mesures compensatoires à mettre en œuvre durant la période où ces poteaux ne sont pas opérationnels.

Il convient de noter toutefois que l'établissement dispose d'autres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre tels qu'un système d'extinction automatique d'incendie alimenté par deux réserves d'eau de 1 000 m³ et une troisième réserve d'eau d'incendie de 1 000 m³ alimentée par le réseau d'eau potable et équipée de raccords conformes pour le SDIS.

2-4) Fiches de constats

N°1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017 – article 1.4

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks et Matières dangereuses

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel, en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'établissement dispose d'un logiciel consulté le jour de l'inspection, dans lequel figure l'ensemble des informations nécessaires pour chacun des produits stockés, comme entre autres l'intitulé du produit, sa référence, la zone de stockage dans l'entrepôt, son poids, le nombre de produit dans un carton, le poids du carton rempli, la rubrique ICPE associée... Le logiciel permet également de consulter les fiches de données sécurité des produits si elles existent.

À partir des données renseignées dans ce logiciel, l'exploitant a fourni une extraction de l'état des stocks des produits présents sur le site à la date de l'inspection. Le document présenté reprend la nature des produits entreposés dans l'établissement de manière générale (papiers/cartons, plastiques, palettes, bois, solides inflammables, liquides ou gaz inflammables, aérosols, alcools de bouche...), les rubriques ICPE sous lesquelles sont classés ces produits, la mention de danger (HXXX), la famille suivant la mention de danger (solide ou liquide combustible, solide, liquide ou gaz inflammable, matière comburante et écotoxique), leur quantité en volume ou en poids, leur localisation (MITRA 24 ou MITRA 30), le seuil ICPE autorisé dans l'APC du 3 mai 2018 à ne pas dépasser et le taux d'occupation de chacun des produits par rapport au seuil fixé.

Cet état des stocks prend en compte également les déchets combustibles présents sur le site, soit 4 bennes ou compacteurs de 30 m³ de papier, plastiques et DIB, ainsi que les palettes bois stockées à l'extérieur.

Par contre, l'état des stocks et les quantités associées sont établis selon deux grandes zones de stockage MITRA 30 qui comprend les cellules de stockage 1 à 5 et géré par le prestataire ID Logistic et MITRA 24 qui englobe les cellules 6 à 9 et géré par le prestataire GEODIS, et non par cellule. L'exploitant a précisé que le logiciel de gestion à partir duquel est extrait l'état des stocks est en cours de développement au niveau national afin d'obtenir les quantités des produits stockés à l'échelle des cellules.

Type de suites proposées : Sans suite

N°2 : Poteaux incendie internes

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – Article 7.5.4

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 8 poteaux d'incendie conformes aux normes NFS 61.213 et NFS 62.20, formant une boucle enterrée, situés à l'intérieur de l'établissement, espacés d'au plus 150 m, d'un débit unitaire de 60 m³/h, pour un débit simultané de 180 m³/h, pendant une durée de 5 heures alimentés par le réseau d'eau de la compagnie BRL, à partir d'une fosse de comptage incendie située au droit de l'attente fournie par le gestionnaire de la ZAC,
- la boucle enterrée est munie d'une fosse donnant l'accès à 2 demi-raccords fixes symétriques DN100, installés sur la canalisation DN 200 et permettant la réalimentation du réseau de poteaux par les pompiers,
- 3 poteaux d'incendie publics, installés sur les voies publiques d'accès au site, d'un débit unitaire de 120 m³/h, pour un débit simultané de 360 m³/h, pendant une durée de 2 heures (soit un débit simultané global disponible sur le site de 540 m³/h),
- une réserve d'eau incendie de 1 000m³ de capacité, équipée de 4 demi raccords fixes symétriques DN100, conformes aux normes NFS 61-703 et NFE 29-572,
- une aire de pompage dédiée aux engins des pompiers, aménagée au pied de la réserve d'eau incendie, permettant la mise en aspiration de 4 engins de secours. La superficie de l'aire doit être au minimum de 32 m² (8 x 4 m) par engin et son accès doit présenter les caractéristiques d'une voie engins,
- des robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues de secours ou des portes d'accès des cellules, ainsi qu'en leur milieu, de sorte que tout foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. De plus, les robinets d'incendie armés des cellules 2b et 3 sont dopés avec un émulseur de type AFFF,
- un système d'extinction automatique à eau, de type sprinkleur ESFR, alimenté par 2 réserves d'eau d'un volume total de 1 200m³ (2x600m³) et 2 motopompes Diesel de 619m³/h de débit, sauf pour les cellules 2b et 3 (liquides inflammables et aérosols) dont le système d'extinction automatique à eau est dopé par un émulseur AFFF. Cette dernière installation d'extinction automatique est conçue, dimensionnée et exploitée selon les dispositions de l'article 28 de l'arrêt ministériel du 16 juillet 2012 susvisé,
- une détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage, avec transmission de l'alarme au poste de garde et, en dehors des heures ouvrées en l'absence d'un gardien, à la société de télésurveillance ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;
- des extincteurs à CO₂ pour la protection des installations électriques.

Tous ces équipements doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux normes en vigueur ou à des référentiels reconnus et en adéquation avec les dangers présentés.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est bouclé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente, et notamment en cas de gel.

Constats :

Le site dispose de 9 poteaux d'incendie dont le débit unitaire minimal doit être de 60 m³/h. Un test de débit est effectué tous les ans par la société Uxello et le dernier test datant du 5 mai 2023 met

en évidence que le débit requis est respecté pour 7 poteaux incendie, tandis que le débit des poteaux n°6 et 9 n'a pas pu être mesuré pour les raisons suivantes :

- poteau n°6 : absence d'arrivée d'eau malgré l'ouverture de la vanne en pied de poteau,
- poteau n°9 : présence d'un filet d'eau et vanne d'isolement vraisemblablement cassée.

Par ailleurs, d'autres observations sont mentionnées dans le rapport d'intervention telles que plusieurs vannes étaient fermées en pied de poteaux et la visualisation des poteaux ou vannes était rendue difficile due à la végétation ou cailloux.

À noter, que le débit simultané a été mesuré sur les poteaux incendie n°1, 2 et 3 et respectait bien le débit de 180 m³/h.

Suite à l'inspection, l'exploitant a précisé que la société SADE s'était déplacée sur le site le 11 mai pour établir un premier diagnostic et déterminer l'origine des dysfonctionnements.

Étant donné ces constats, l'inspection demande à l'exploitant d'établir un plan d'actions de mise en conformité des poteaux d'incendie dont le débit est insuffisant.

Pendant cette période au cours de laquelle ces poteaux incendie ne sont pas opérationnels, l'exploitant devra mettre en œuvre des mesures techniques et/ou organisationnelles compensatoires pour pallier un éventuel manque d'eau en cas d'incendie, comme des rondes de surveillance supplémentaires, l'absence de toutes opérations dangereuses ou de travail par point chaud, une vérification de la pleine capacité hydraulique de la réserve d'eau incendie de 1 000 m³.

L'exploitant précisera à l'inspection les mesures correctives envisagées sous 15 jours et transmettra son plan d'actions de mise en conformité dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Poteaux incendie externes

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – Article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none">• 3 poteaux d'incendie publics, installés sur les voies publiques d'accès au site, d'un débit unitaire de 120 m³/h, pour un débit simultané de 360 m³/h, pendant une durée de 2 heures (soit un débit simultané global disponible sur le site de 540 m³/h), [...] Tous ces équipements doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux normes en vigueur ou à des référentiels reconnus et en adéquation avec les dangers présentés. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. Le réseau est bouclé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente, et notamment en cas de gel.
Constats : 6 poteaux d'incendie sont également implantés sur la voie publique à proximité de l'établissement, dont 3 poteaux (n°61, 63 et 135) sont alimentés par le réseau BRL et les 3 autres (n°60, 62 et 134) par le réseau d'eau potable. Le débit unitaire de ces appareils ont été testés par la SAT (aménageur de la ZAC MITRA) en septembre 2022. Les résultats des essais de débit montrent que les poteaux d'incendie n°61, 63 et 134 alimentés par le réseau BRL possèdent le débit minimal requis, soit respectivement 172 m ³ /h, 167 m ³ /h et 170 m ³ /h (> 120 m ³ /h). Par contre, le débit simultané de ces trois poteaux incendie n'a pas été mesuré. Suite à l'inspection, l'exploitant s'est rapproché du gestionnaire du réseau de la ZAC MITRA afin que le test de débit simultané soit effectué dans les meilleurs délais. L'exploitant transmettra à l'inspection dès réception, les résultats de ce test de débit simultané.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – Article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none">des robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues de secours ou des portes d'accès des cellules, ainsi qu'en leur milieu, de sorte que tout foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées. De plus, les robinets d'incendie armés des cellules 2b et 3 sont dopés avec un émulseur de type AFFF, [...] Tous ces équipements doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement, conformément aux normes en vigueur ou à des référentiels reconnus et en adéquation avec les dangers présentés.
Constats : Les RIA de l'entrepôt sont vérifiés tous les ans par la société Uxello. Lors du dernier contrôle des 6 et 7 octobre 2022, le dévidoir d'un RIA placé dans la cellule 8 (n°C8-05) n'était pas conforme. L'exploitant a indiqué que la pièce défectueuse de cet appareil n'avait toujours pas été remplacée. Suite à l'inspection, l'exploitant s'est rapproché de la société Uxello pour procéder aux travaux curatifs sur le RIA concerné. Un devis daté du 10 mai 2023 a été transmis et le prestataire doit intervenir sur site le 18 mai 2023. L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs correspondant à la levée de cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – Article 7.5.5**Thème(s) :** Risques accidentels, Vannes d'obturation**Prescription contrôlée :**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées doivent, de manière gravitaire, être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Les eaux d'extinction sont stockées sur le site, dans le bâtiment de stockage, au niveau du décaissé des quais de déchargement et de 3 bassins étanche de confinement d'une capacité de 3 140 m³, soit une capacité totale de rétention de plus de 4 000 m³.

Une rétention spécifique déportée d'un volume minimum de 478m³ est dédiée à la cellule 2b. Cette rétention est aménagée selon les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables susvisé.

Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Le site dispose de deux vannes de confinement manuelles et automatiques, l'une implantée en sortie du bassin de confinement spécifique à la cellule 2b et l'autre localisée en sortie des deux bassins de confinement du site.

Selon l'exploitant, le bon fonctionnement de ces vannes et leur asservissement au système de détection automatique d'incendie, sont vérifiés par la société Uxello lors du contrôle du sprinklage. Le rapport d'intervention d'octobre 2022 présenté lors de l'inspection ne mentionne pas la vérification des vannes.

Les documents justifiant de l'entretien annuel et du bon fonctionnement des deux vannes seront transmis à l'inspection.

Par ailleurs, la fiche 2.2.5 du Plan d'Opération Interne comprend le plan de localisation des moyens de confinement anti-pollution. La vanne d'obturation située en sortie du bassin spécifique à la cellule 2b ainsi que la position de la commande des vannes de confinement ne sont pas reportées sur le plan. De plus, la fiche 4.2.2 du POI indique que :

« La localisation de la commande de la vanne de confinement générale est en cours de recherche à la date de rédaction de la présente fiche ».

Le plan de localisation des confinements de la fiche 2.2.5 et la fiche 4.2.2 devront être mis à jour dans les plus brefs délais et le POI actualisé sera transmis à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale**Proposition de délais :** 15 jours

N°6 : Zones de stockage extérieures

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 07/01/2016 – Article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de palettes bois
Prescription contrôlée : L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• un entrepôt couvert d'une surface de 56 494 m², comprenant des locaux techniques (chaufferie, locaux de charge, aire de lavage, distribution de GPL), des bureaux et des locaux sociaux ;• un poste de garde/local gardien ;• 3 zones de stockage extérieur de palettes (permettant le stockage de 26 000 palettes), (stockage sur 5 m de haut) ;• une voirie faisant le tour du bâtiment afin d'en assurer la desserte (L = 1,5 km, S = 2,27 ha) ;• une zone bétonnée de chargement/déchargement (S = 1,31 ha) ;• des aires de stationnement poids lourds (55 places) ;• des aires de stationnement véhicules légers (200 places) ;• des espaces verts sur 6,74 ha ;• une réserve d'eau pour la défense incendie de 1 000 m³• de bassins de rétention des eaux d'incendie (3 141 m³ et 478 m³).
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté qu'une zone de stockage extérieure de palettes était présente le long des aires de stationnement des véhicules légers, devant les quais de chargement/déchargement. Cette zone n'est pas autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2016. Par mail du 22 mai 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une photo justifiant que les palettes ont bien été évacuées hors du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017 – article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

Constats :

L'établissement dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) mis à jour en dernier lieu en janvier 2020.

Le Plan de Défense Incendie devra donc être inclus dans le POI d'ici le 31 décembre 2023 comme le prévoit l'article 23 repris ci-avant.

L'exploitant devra s'assurer que tous les éléments listés par cet article 23 soient bien mentionnés dans le POI, en particulier l'emplacement des vannes de barrage et la localisation des commandes

de coupure (cf. constat n°5), ainsi que la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique et les mesures compensatoires définies qui sont nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie et en limiter ses effets durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017 – annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des flux thermiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Les scénarios d'incendie étudiés lors de la demande d'autorisation de 2015 ont été compilés dans le Plan d'Opération Interne de janvier 2020.

L'exploitant projette de créer une nouvelle aire de stockage extérieure de palettes bois. Cette modification a fait l'objet d'un porter à connaissance transmis à l'inspection en février 2023. L'incendie de la zone de stockage a été étudiée avec le logiciel FLUMILOG.

Le POI devra être mis à jour en conséquence.

Type de suites proposées : Sans suite